

Un **trublion** **éclectique**

Simon Willson dresse le portrait de
Daron Acemoglu

C'EST après une nuit passée en prison que Daron Acemoglu a mesuré toute l'importance de la réglementation des marchés. Alors adolescent, il effectuait, avec plusieurs autres conducteurs sans permis, de dangereuses cascades sur une autoroute désertée d'Istanbul, lieu de rendez-vous bien connu pour ce genre d'activité. Ce jour-là, la police municipale décida d'intervenir à l'improviste et l'embarqua avec quelques autres. Ils furent placés en cellule en attendant un sérieux savon le lendemain matin.

«Sans réglementation et sans lois prévisibles, les marchés ne peuvent pas fonctionner», admet aujourd'hui d'un air contrit Acemoglu qui, plus mûr et plus sage, détient la chaire Charles P. Kindleberger d'économie appliquée au Massachusetts Institute of Technology (MIT). Quelques heures à croupir dans une cellule en ciment et la punition administrative qui a suivi l'ont convaincu à jamais de l'importance d'avoir des règles qui soient appliquées uniformément, même sur les marchés réputés libres.

«Partout dans le monde, chaque marché est réglementé; c'est simplement une question de degré», affirme Acemoglu tout en contemplant par la fenêtre de son bureau le spectacle morne et grisâtre de la rivière Charles prise par la glace. «Il y a réglementation quand vous avez un juge qui fait respecter la loi. Cette réalité est beaucoup plus palpable dans les pays en développement, où, si les marchés ne fonctionnent pas, c'est précisément parce que la réglementation et les institutions nécessaires font défaut. Les gouvernements font souvent obstacle au bon fonctionnement des marchés, mais si l'on veut vraiment que les marchés fonctionnent, il faut que les gouvernements les soutiennent, par le maintien de l'ordre public, une réglementation et des services publics.»

Une vocation précoce

Après avoir fait lui-même l'expérience des rigueurs de la loi dans sa jeunesse, Acemoglu s'est lancé dans une carrière qui l'a amené dernièrement à s'interroger sur ce qui fait que certains États réussissent à assurer la prospérité et le bien-être de leurs ressortissants et que certains autres



semblent condamnés à ne pas y arriver. L'économiste istanbulite s'est intéressé à cette question au terme d'un parcours tortueux, qui l'a mené d'abord aux sciences politiques, puis à l'économie et enfin à l'abandon pur et simple de la politique.

À l'université de York, dans le nord de l'Angleterre, au milieu des années 80, Acemoglu s'est d'abord concentré sur la macroéconomie, mais il s'est peu à peu convaincu que les tendances macroéconomiques trouvaient leur origine dans la microéconomie. «Pour bien comprendre ce qui se passe au plan macroéconomique — la croissance, l'économie politique, les questions de long terme —, il faut comprendre les principes fondamentaux de la microéconomie, tels que les incitations, l'allocation des ressources, l'évolution des techniques et l'accumulation de capital.»

Cette prise de conscience et cette affirmation du chevauchement des deux grandes branches traditionnelles de l'économie ont fait d'Acemoglu un hybride atypique qui bousculait une ligne de démarcation jusque-là clairement établie. «Pour une large part, ce que je fais relève de la théorie de l'économie politique, qui consiste essentiellement en l'application de la théorie des jeux; on pourrait donc dire que c'est de la microéconomie, mais avec un intérêt particulier pour les questions plus vastes qui font la fierté des macroéconomistes.»

Après York, Acemoglu a obtenu son doctorat à la London School of Economics (LSE), où il connut une véritable «transformation» lorsqu'il rencontra celui qui allait devenir son collaborateur de longue date, James Robinson, aujourd'hui professeur d'administration publique à l'université Harvard. Ils ne tardèrent pas à se mettre ensemble au travail. «Tous les deux, nous pensions que, pour amorcer le développement économique, il fallait avant tout la démocratie», se rappelle Acemoglu. «Mais il n'existait aucun modèle qui permettait de comprendre comment naissait la démocratie, et la science politique n'était d'aucun secours à cet égard. Nous en avons donc fait notre thème de recherche en 1995 et nous n'avons pas arrêté d'y travailler depuis.»

Robinson se rappelle un individu ébouriffé, assis au premier rang, qui gesticulait en mettant en question sa méthodologie lors d'un séminaire à LSE. «C'était au début de 1992. Je présentais mes recherches pendant un séminaire et j'avais devant moi, au premier rang, un doctorant agaçant qui ne cessait de m'interrompre et de critiquer mon exposé. Le soir même, je suis sorti dîner avec plusieurs participants et je me suis retrouvé précisément à côté de ce même individu irritant, mais nous avons engagé la conversation et j'ai trouvé qu'il avait des idées originales qu'il présentait très bien. C'était Daron.»

Il semblerait qu'à cette époque Acemoglu ait systématiquement fait passer des «auditions» de cette nature à d'éventuels partenaires de recherche, car un autre futur collaborateur, Steve Pischke, professeur d'économie à LSE, se rappelle avoir fait la même expérience. «Je dirigeais un séminaire à LSE en 1991 et il y avait au premier rang cet exaspérant étudiant de troisième cycle qui critiquait mes méthodes et exigeait davantage d'informations, raconte-t-il. Et après, pendant le repas, Daron s'est montré encore plus disert.»

Travaux en commun

Au début de 1993, Acemoglu et Robinson, qui enseignait alors en Australie, échangeaient des idées

sur des thèmes de recherche par un tout nouveau système de communication. «C'était la première fois que j'utilisais le courrier électronique, se souvient Robinson. Nous avons commencé à échanger nos études par courriel et, tout à coup, nous nous sommes rendu compte que nous avions écrit, indépendamment et séparément, deux études presque identiques sur le même sujet.» En bons économistes qui ont horreur des doublons et de l'inefficacité, les deux chercheurs ont décidé de joindre leurs efforts.

À l'époque où sa collaboration avec Robinson passait à la vitesse supérieure, Acemoglu commençait son «premier vrai job» en tant que maître de conférences en économie à MIT. C'était en 1993. Sa transgression assez brouillonne des frontières bien établies de la profession n'a pas tardé à faire jaser dans les couloirs de l'institution. Inspiré par les travaux originaux de Robinson, Acemoglu avait poursuivi à Cambridge le travail qu'il avait entamé à Londres sur la théorie de l'économie politique, en conjuguant micro- et macroéconomie.

«Lorsque le moment de ma promotion est arrivé, mes supérieurs à MIT m'ont dit que mes travaux étaient valables et intéressants et qu'ils étaient plutôt bien reçus, mais en ajoutant aussitôt : «Vous devriez vraiment arrêter vos travaux sur l'économie politique». J'ai donc occulté cette partie de mes activités pendant deux ans, le temps d'être titularisé.» Au moment de sa titularisation, en 1998, les travaux d'Acemoglu sur l'économie politique étaient reconnus par presque tout le monde.

Bien installé à MIT, Acemoglu a reçu en 2005 la médaille John Bates Clark de l'Association américaine d'économie, décernée à l'économiste américain de moins de 40 ans le plus influent. Avec Robinson, qui enseignait alors à Berkeley et est maintenant à Harvard, il rédigea *Economic Origins of Dictatorship and Democracy*, publié en 2006. «Je m'intéressais réellement au sous-développement; je me suis donc mis à lire des auteurs qui avaient

Une autosatisfaction coupable

Avec plusieurs collègues universitaires, Acemoglu s'est livré à une introspection pour comprendre les erreurs intellectuelles commises par les économistes dans la façon dont ils ont annoncé puis traité la crise financière et économique mondiale de 2008. Selon lui, trois «credo» en particulier les ont empêchés de s'alarmer.

Premièrement, ils étaient convaincus que les cycles économiques avaient été maîtrisés grâce à la fois à des politiques économiques avisées et à des innovations technologiques qui avaient changé la donne. En fait, ces deux forces avaient accru les interconnexions économiques au point d'engendrer le risque d'un effet de dominos entre les établissements financiers, les entreprises et les ménages.

Deuxièmement, les fondements institutionnels des marchés avaient été oubliés et «marché libre» était devenu synonyme de «marché non réglementé». Rares sont ceux qui aujourd'hui défendent l'idée qu'il suffit de surveiller les marchés pour empêcher tout comportement opportuniste par des individus après au gain qui, en dehors de toute réglementation, prennent des risques qui les enrichissent au détriment d'autres individus.

Troisièmement, malgré les signes avant-coureurs qu'ont été les scandales comptables d'Enron et de WorldCom au début des années 2000, on a trop fait confiance à la réputation des grandes organisations établies de longue date. Plus personne ne croit à la capacité de ces organisations de s'autodiscipliner et celles qui enfreindront les règles à l'avenir devront être punies de façon sévère et crédible.

tous travaillé sur la théorie de la dépendance, sur la division du monde entre pauvres et riches en raison de l'exploitation des premiers par ces derniers. Les raisons pour lesquelles la Turquie avait été pauvre et antidémocratique me fascinaient.»

Avec *Dictatorship and Democracy*, Acemoglu et Robinson se sont engagés sur un chemin qu'ils continuent d'explorer aujourd'hui. Ils veulent savoir pourquoi certains pays sont des démocraties, où il y a régulièrement des élections et où les politiciens sont responsables devant les citoyens, et pourquoi d'autres pays ne le sont pas. Ils cherchent à déterminer ce qui fait qu'un pays devient démocratique et pourquoi la démocratie s'installe durablement en se consolidant dans certains pays alors qu'elle ne tient pas dans d'autres. Mais, retraçant la propre carrière d'Acemoglu, le livre explique la démocratie sous l'angle économique plutôt que politique, en soulignant que les incitations économiques individuelles déterminent les attitudes politiques.

Les auteurs mettent aussi en avant l'importance fondamentale des conflits dans la sphère politique, qui répond au rôle de la concurrence dans la sphère économique. Dans une société donnée, les différents groupes ou classes se servent du jeu politique pour défendre leurs intérêts contradictoires (lesquels se résument le plus souvent à la recherche de rentes). Cela se traduit par des conflits durables sur la forme des institutions politiques qui leur permettront d'atteindre leur but.

Comme au cinéma

En explorant les causes de la crise financière mondiale de 2008 et les remèdes à y apporter, Acemoglu s'est aperçu qu'il reprenait en les adaptant des répliques d'un film célèbre. Dans *Wall Street*, réalisé en 1987 par Oliver Stone, le principal méchant, Gordon Gekko, joué par Michael Douglas, lance la fameuse formule : «La cupidité — je ne vois pas d'autre mot — est bonne. Elle est juste. Elle marche. Elle clarifie, va au cœur du principe de l'évolution et en saisit l'essence même».

Dans une analyse antérieure de la crise mondiale (Acemoglu, 2009), Acemoglu affirme : «L'un des apports profonds et importants de la science économique est de révéler que, en soi, la cupidité n'est ni bonne ni mauvaise. Lorsqu'elle est canalisée au service d'un comportement novateur, compétitif et axé sur la maximisation du profit, dans le cadre de lois et de réglementations bien conçues, la cupidité peut servir de moteur à l'innovation et à la croissance économique. Mais lorsqu'elle n'est pas soumise au contrôle des institutions et des réglementations appropriées, elle dégénère en recherche de rentes, corruption et criminalité.»

Acemoglu a vu le film et s'est effectivement rappelé le monologue de Gekko lorsqu'il a rédigé ce passage sur la cupidité. «Tout le monde réagit à une incitation. Pour la grande majorité des gens, il n'y a pas de frontière entre ambition et cupidité, et c'est là que les institutions ont un rôle à jouer. Elles peuvent mettre un terme aux excès en réglementant par exemple les monopoles de manière à ce qu'ils n'écrasent pas la concurrence. La cupidité n'est mauvaise que si elle est utilisée pour faire quelque chose de mauvais. Les institutions peuvent canaliser la cupidité au service de l'excellence.»

Mais Acemoglu rappelle que les institutions américaines qui canalisait la cupidité des banquiers et financiers au service du bien commun dans les années 1980 et 1990 ont été mises hors service. «Nous, économistes qui donnons des conseils, avec les responsables politiques qui adoptent les lois, avons démantelé le système qui reposait sur ces institutions sans le remplacer par quoi que ce soit pour contrôler le comportement du secteur financier. C'est comme ça que la cupidité est devenue mauvaise.»

En tant que coauteur, Robinson a pu mesurer l'étendue croissante des centres d'intérêt d'Acemoglu. «On peut définir la plupart des économistes par leur spécialité ou leur domaine de recherche, mais pas Daron. Il n'entre dans aucune catégorie; il fait tout et il a un modèle pour à peu près tout. Je ne sais pas où il trouve l'énergie. Il est inépuisable.» Cette passion et cette énergie pourraient-elles faire obstacle à une approche plus contemplative? Robinson reconnaît que «chez Daron, le souci du détail peut tourner à l'obsession».

Après qu'ils eurent soumis à un journal une étude qu'ils avaient écrite tous les deux au tout début de leur collaboration, la réponse est arrivée par courrier alors qu'ils s'activaient dans le bureau de Robinson à Los Angeles : refus. «J'étais vraiment abattu et déprimé en lisant le rapport superficiel des évaluateurs et je regardais par la fenêtre en me demandant ce que nous allions faire, raconte Robinson. Je me suis retourné vers Daron : il était déjà en train de griffonner des formules sur un bout de papier. Il a juste dit : «Je vais revoir le modèle et on proposera l'étude à un autre journal.»

Pischke reconnaît qu'Acemoglu s'est peut-être un peu trop dispersé au début de sa carrière, mais il ajoute aussitôt que son partenaire de recherche n'a pas tardé à acquérir l'envergure analytique nécessaire à sa curiosité vorace. «Il s'intéresse à énormément de choses et ses connaissances sont très étendues; c'est vrai qu'il s'occupe de plusieurs domaines en même temps, mais il a la capacité de le faire.»

Observation appliquée

L'observation appliquée des origines économiques de la démocratie a amené Acemoglu, après la publication de plusieurs études, à rédiger un deuxième livre (Acemoglu, 2008) consacré à l'avènement et à l'incidence de la démocratie. Ce manuel de plus de 1000 pages intitulé *Introduction to Modern Economic Growth*, reprend les cours qu'il enseigne à MIT. Après s'être interrogé sur le «pourquoi» de la démocratie dans son premier livre, il en arrivait, après plusieurs centaines de pages, au «quand», c'est-à-dire le moment où elle apparaît, en y trouvant, une fois encore, une explication fondamentalement économique.

«Tout le travail empirique que nous avons effectué montre très clairement l'existence d'un lien de causalité entre les institutions économiques participatives (celles qui encouragent une large participation des différents groupes de la société, assurent le respect des droits de propriété, empêchent les expropriations) et la croissance économique, affirme Acemoglu. En revanche, le lien inverse qui va de la croissance aux institutions politiques démocratiques n'est pas aussi clair.»

Le manuel pose le principe que l'action des pouvoirs publics et les institutions jouent un rôle central dans le processus de croissance sur le long terme. En s'appuyant sur cette théorie, l'auteur répond à deux questions essentielles : pourquoi l'économie mondiale n'a-t-elle pas connu une croissance soutenue avant 1800? Et pourquoi le décollage économique a-t-il eu lieu vers 1800 et en Europe occidentale?

Selon l'auteur, s'il n'y a pas eu de croissance soutenue avant 1800, c'est, premièrement, parce qu'aucune société avant cela n'avait investi dans le capital humain, laissé les nouvelles entreprises introduire de nouvelles techniques et généralement laissé libre cours à la destruction créatrice; et, deuxièmement, parce que, avant 1800, toutes les sociétés vivaient sous des régimes politiques autoritaires.

Quant au décollage économique, s'il s'est produit d'abord en Europe occidentale, c'est parce que le commerce international s'est accru avec la découverte du Nouveau Monde et l'ouverture de nouvelles routes maritimes. Le développement des échanges internationaux a stimulé l'activité commerciale et conféré davantage de pouvoir économique et politique à une nouvelle classe de marchands, de négociants et d'industriels, qui ont alors commencé à fonctionner indépendamment des monarchies européennes.

Acemoglu reconnaît que les régimes autoritaires peuvent générer de la croissance économique mais, assure-t-il, celle-ci ne peut pas être durable. «C'est ce qui s'est passé pendant 300 à 400 ans, à diverses époques, dans la Rome ancienne, ce qui n'est pas une période courte, mais tout se produisait beaucoup plus lentement à l'époque. Et c'est ce qui se passe depuis une vingtaine d'années, et continuera probablement de se passer pendant 20 ans encore, en Chine, mais il y a trois obstacles à la croissance dans les régimes autoritaires : ces régimes sont sans cesse incités à être encore plus autoritaires; ils ont tendance à user de leur pouvoir pour freiner la destruction créatrice chère à Schumpeter, qui est indispensable pour soutenir la croissance; et ils sont toujours le théâtre de luttes intestines, qui engendrent instabilité et incertitude.»

Acemoglu et Robinson travaillent déjà à leur prochain livre, *Why Do Nations Fail?* Après le «pourquoi» de leur premier livre et le «quand» du manuel d'Acemoglu, il est probable que le troisième

Un remède pire que le mal?

Acemoglu s'inquiète de ce que les mesures utilisées face à la crise financière mondiale contiennent en germe les ingrédients de la prochaine crise. «Sommes-nous en train, avec les politiques que nous avons adoptées face au problème, de préparer la prochaine crise? À mon avis, ce risque existe vraiment.

«Quand la crise se sera estompée, nous reprendrons nos vieilles habitudes sans rien faire pour éviter les crises futures. Avant la crise, les États-Unis comptaient une vingtaine de grandes banques qui représentaient une forte proportion du PIB [produit intérieur brut] et une proportion encore plus grande du total des bénéfices des entreprises et des salaires du secteur financier. Aujourd'hui, il reste cinq ou six établissements qui jouent ce rôle; c'est donc beaucoup plus un système de monopoles. Les établissements financiers américains ont compris que les mesures prises face à la crise reposaient sur la conviction qu'ils étaient «trop grands pour faire faillite». Eh bien, aujourd'hui, ils sont toujours «trop grands pour faire faillite, mais à la puissance 2».

«Ils savaient que le gouvernement américain aurait la volonté et le soutien politique pour les renflouer, d'une manière ou d'une autre. Si vous êtes président d'une grande banque aujourd'hui et que vous avez l'obligation fiduciaire vis-à-vis des actionnaires de maximiser les profits, vous avez alors le devoir de tirer parti au maximum de tout ce que le gouvernement peut vous donner dans le contexte réglementaire actuel.

«Si, au contraire, nous avions la bonne réglementation en place, le président aurait l'obligation de maximiser les profits par une meilleure intermédiation financière, et non par des transactions en compte propre, c'est-à-dire pour le compte de la banque elle-même et non pour celui de ses clients. On voit mal comment, dans un système capitaliste, on peut qualifier d'allocation efficiente des ressources un système dans lequel, comme aux États-Unis, une proportion considérable des profits de l'économie est tirée des transactions en compte propre au lieu de l'intermédiation financière ou des fusions-acquisitions.»

volet de ce qu'on pourrait considérer comme une trilogie sera consacré à la question «quelle alternative à la démocratie?».

«Les sociétés dysfonctionnelles mènent toujours à l'implosion de l'État, affirme Acemoglu, mais il y a moyen d'y remédier. On peut construire des États où les infrastructures et l'ordre public permettent aux gens de s'adonner sereinement et en toute sécurité à des activités économiques en utilisant les services publics, mais il n'existe aucune volonté politique de le faire. Il n'y a pourtant pas besoin d'une armée pour cela, seulement d'une bureaucratie opérante capable de mettre en place les fondations institutionnelles des marchés.»

Structure de récompense

En analysant le cas des États implosés, Acemoglu cherchera à montrer pourquoi certains pays parviennent à décoller économiquement et d'autres non. Pour cela, il expliquera notamment comment l'action des pouvoirs publics et les institutions influent directement sur la capacité d'une société de connaître une croissance économique moderne. Ces politiques et institutions déterminent la structure de récompense de la société et la rentabilité des investissements. Elles influent aussi sur le respect des contrats, l'ordre public et les infrastructures; la formation des marchés et la capacité des entités plus efficaces de remplacer celles qui le sont moins; et l'ouverture aux nouvelles technologies qui risquent de mettre à mal le statut des personnes liées au pouvoir en place.

Il est probable que, dans ses conclusions, Acemoglu reviendra sur le contraste décrit dans *Dictatorship and Democracy* entre les institutions propices à la démocratie que favorisent les régimes participatifs et les institutions d'exploitation établies par les régimes autoritaires.

Quelles autres ambitions un universitaire aussi turbulent, éclectique et imprévisible peut-il bien nourrir dans son bureau de MIT jonché de piles en équilibre précaire de journaux, périodiques, ouvrages de référence et manuscrits écornés? Sur le plan personnel, sa femme Asu attend le premier enfant du couple en mai, aussi sa première ambition personnelle est-elle «d'être un père à la hauteur». Quant à son principal objectif professionnel, Acemoglu entend élargir encore l'application de ses multiples centres d'intérêts académiques. «Dans les domaines importants des sciences sociales, il faut que le débat soit plus interdisciplinaire et mieux informé, estime-t-il. Aux États-Unis, les intellectuels publics sont considérés comme des ratés tandis qu'au Royaume-Uni, ils participent au dialogue national. J'aimerais qu'il en soit de même ici et si possible prendre part moi-même à ce dialogue.»

En tout cas, un retour en Turquie ne fait pas partie de ses projets immédiats. «Je ne peux pas rentrer parce que je suis parti avant d'avoir fait mon service militaire. Si j'y retourne, je serai arrêté, explique-t-il.» Avec comme sanction : retour en prison. ■

Simon Willson est rédacteur principal au sein de l'équipe de production de Finances & Développement.

Bibliographie :

Acemoglu, Daron, 2008, *Introduction to Modern Economic Growth* (Princeton, New Jersey: Princeton University Press).

———, 2009, «*The Crisis of 2008: Structural Lessons for and from Economics*», CEPR Policy Insight No. 28 (London: Centre for Economic Policy Research).

———, and James Robinson, 2006, *Economic Origins of Dictatorship and Democracy* (Cambridge, United Kingdom: Cambridge University Press).